

Nucléaire civil : lever les ambiguïtés

L'avènement du capitalisme financier s'est traduit par une désindustrialisation massive, de 1970 à 2020, la perte est de 2,5 millions d'emplois industriels. L'impact est énorme sachant qu'un emploi perdu dans l'industrie induit une perte de 3 emplois dans le reste de l'économie. La part de l'industrie dans le produit intérieur brut est passée de 35 % en 70 à près de 11 % actuellement. La commission européenne a condamné la France à orienter son activité économique essentiellement vers l'agriculture, les services et le tourisme ; l'industrie fortement créatrice de richesse étant concentrée sur l'Europe du Nord, particulièrement l'Allemagne. Résultat : un appauvrissement du pays, des délocalisations, une précarité qui s'étend.

La lutte contre le réchauffement climatique peut changer la donne. En effet, elle implique l'électrification d'un maximum d'usage (transports, chauffage, industrie...). Cette révolution, pour la réussir, suppose que nous disposions d'un système de production et de distribution électrique public capable de produire un kWh pilotable, à très faible émission de carbone, stable, à un coût abordable pour les usagers domestiques et industriels. Malgré les sabotages politiques (loi Hollande, fermeture de Fessenheim, démantèlement de Alsthom...), notre service public national a maintenu sa mission grâce au pilier du mix électrique : **le nucléaire**. Nous disposons avec cette filière d'un levier unique pour la relance industrielle, vitale pour notre pays.

La situation de la filière nucléaire exige des investissements sur le long terme :

- soutenir les propositions EDF : opération "grand carénage" de mise en sécurité des centrales existantes, construction de 3 paires d'EPR pour 2035
- reprise du projet Astrid prototype de réacteurs de 4^{ème} génération
- soutien au projet de stockage des déchets nucléaires
- plan de formation des personnels, renforcement des agences de sécurité nucléaire....

Au cours des deux dernières années, EDF a dû faire face à des incidents imprévisibles affectant son parc nucléaire : retard des opérations de maintenance dû au covid, fissures sur des coudes de conduit (corrosion par contrainte). Cette situation difficile semble être en passe d'être résolue en 2023. A l'exception de pays ayant des ressources naturelles (hydraulique, géothermique) capable de répondre à la consommation électrique de leurs habitants (Norvège, Islande...), **la France dispose d'une production électrique la plus décarbonée d'Europe**. C'est un avantage considérable, à l'heure d'une électrification massive des usages.

La fiabilité du réseau électrique peut devenir très attractive pour les investissements industriels. L'Allemagne n'est pas du tout dans la même situation, elle est embourbée dans une transition énergétique (energiewend) fondée sur une sortie du nucléaire (la dernière centrale devrait fermer en 2023), une implantation massive d'énergies intermittentes (éolienne, solaire photovoltaïque) qui obligent à un recours au charbon et au gaz, fortement émetteurs de gaz à effet de serre. Pour relever ce défi majeur de la réindustrialisation, il faut une volonté politique forte de soutien à la filière nucléaire publique, qui devra être affirmée clairement lors de notre congrès.

Qu'en est-il des textes proposés à la discussion ?

Le texte de la base commune du conseil national, sur cette question décisive, y consacre quelques lignes : page 28 de la ligne 24 à 34 : "...constitution d'un mix énergétique 100 % public et 100 % décarboné...notre projet vise une forte croissance de la production électrique...investir dans le nucléaire avec la construction de 6 EPR supplémentaires au minimum..."

C'est positif mais le rôle et l'avenir du nucléaire ne sont pas suffisamment mis en valeur.

Le texte alternatif : "urgence de communisme" présenté notamment par les auteurs du texte alternatif proposé au congrès de 2018 : "printemps du communisme" et par les opposants à une candidature communiste à la présidentielle 2022, dont l'ancien secrétaire général et ses proches, est très ambiguë sur la question : p17 "réussir la

transformation énergétique du pays sous la conduite d'un service public national redynamisé avec un mix nucléaire /énergies renouvelables garantissant la sortie des énergies fossiles."

Ambiguïtés de ce texte alternatif ? : OUI

- Une partie importante des auteurs étaient aussi signataires du texte "printemps du communisme "de 2018, qui avait au moins le mérite d'être plus clair, dans le paragraphe "l'écologie" on pouvait lire : "Et nous n'arrivons toujours pas (serons-nous les derniers ?) à affirmer la nécessité d'une sortie progressive du nucléaire au profit des énergies renouvelables." !!

Le nucléaire civil a un point de fragilité : la filière est une chaîne de transformation allant du traitement du combustible au stockage des déchets. **Il suffit de bloquer un maillon pour étouffer la filière**, exemple : ne pas investir dans les EPR, bloquer le projet de stockage des déchets, fermeture des 12 réacteurs prévue par la loi Hollande sans avis de l'ASN...donc pour lever l'ambiguïté il suffit de préciser le soutien aux projets de la filière, exemple : les signataires sont-ils pour la construction de 3 paires d'EPR pour fonctionner en 2035 ?

Le PCF doit travailler à élaborer un projet commun au sein de la Nupes sans compromission. Céder sur le nucléaire civil pour s'aligner sur la position antinucléaire des Verts et de LFI, au nom de l'unité à tout prix, reviendrait à se priver du seul levier qui nous reste pour retrouver un essor industriel, capable d'arrêter notre dégringolade économique et la pauvreté qui va avec.

Ce serait désespérant que la filière publique du nucléaire soit uniquement défendue par la droite et l'extrême droite, alors qu'elle est **anticapitaliste** par nature : elle exige une planification sur le long terme, un fort travail humain (recherche, technologies, pilotage...) pour un minimum de ressources naturelles grâce à la très forte concentration d'énergie du combustible et une agence de sécurité publique indépendante du pouvoir politique.

Autres remarques :

- Sur le texte alternatif "besoin de communisme " : l'extrait "cesser de consommer annuellement plus de ressources que la planète et le travail ne sont capables de reproduire". Cette reprise de la "règle verte" du programme de La France Insoumise est un condensé de démagogie, le taux de recyclage à 100 % de la majorité des ressources est impossible (ex : comment reproduire une barre acier (fer) rouillée). Il faut bien sûr chercher à améliorer ce taux dans la limite des connaissances technologiques.

- La très forte concentration d'énergie du combustible nucléaire (7g d'uranium 235, équivalent à 1 tonne de charbon) permet une forte "sobriété" sur l'emprise des sols, sur la consommation des ressources, ex : le nucléaire consomme 10 fois moins de cuivre, métal stratégique en tension, que l'éolien par KWh produit.

Le texte de la base commune me paraît être intéressant pour la discussion et ouvert aux amendements.

Dans ce cadre, quelques propositions :

- Sur le nucléaire (p.30), ajouter à la construction de 6 EPR : **le soutien au "grand carénage", au stockage souterrain des déchets à haute activité, à la reprise du projet Astrid, à l'abolition de la loi Hollande prévoyant la limitation à 50 % de la part du nucléaire et la fermeture de 12 réacteurs...**

- Sur la préservation de la biodiversité (expression à mettre en valeur) ajouter **une protection forte sur des territoires choisis par des institutions scientifiques reconnues** (muséum d'histoire naturelle de Paris ...) suivant des modalités déterminées par elles.

- Sur la sobriété nécessaire à la transition : **une réduction drastique de la vitesse des véhicules automobiles favorisant une forte diminution de leur masse, permettant l'économie de ressources naturelles stratégiques (cuivre, cobalt...).**